

"La privatisation de la filière café au Burundi a été un échec"

@rib News, 14/09/2012 â€“ Source APA Une conférence sur la renationalisation de la filière café a été organisée le mercredi 05 septembre à Bujumbura et animée par le professeur de l'université, Paul Nkurunziza et président du Parti Indépendant des Travailleurs, PTD. Le professeur Nkurunziza a indiqué que l'initiative de l'organisation de cette rencontre, à laquelle ont été conviés les militants politiques et syndicaux, les membres des associations, ainsi que diverses personnalités, a été dictée par le constat que la privatisation de la filière café a causé des torts énormes à la population qui tire le gros de ses revenus de la vente du café.

Selon le conférencier, la privatisation de la filière café a été imposée par les institutions de Bretton Woods, à savoir la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) depuis 1986 d'abord avec l'ajustement structurel devenu depuis 2003 le cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté (CSLP). Avant la mise en application de ces programmes, le professeur Nkurunziza fait savoir que différentes études montrent que le café procurait au pays entre 50 et 90% des recettes d'exportation et constituait la principale ressource de devises pour le pays. Avec ces programmes, a-t-il dit, les conséquences sont désastreuses pour le pays et les Burundais eux-mêmes. L'OCIBU (Office du café du Burundi, qui n'existe plus) avait protégé les producteurs des fluctuations des cours mondiaux du café, mais a provoqué d'année en année un profond découragement des planteurs qui ont négligé leurs plantations préférées consacrées aux cultures vivrières. La production du café vert pour la campagne 1986-1987 a été de 31.000 tonnes mais elle a chuté progressivement pour atteindre 15.000 tonnes en 2005-2006. Selon lui, la Banque du Burundi indique qu'en 2005, la valeur d'exportation du café avait chuté de 36,41% du total des exportations. Une enquête réalisée en 2008 par l'Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU), indique que le revenu moyen par habitant était de 256,6 dollars américains en 1986 et a chuté jusqu'à 83 dollars en 2004. Au cours de cette période, le déficit budgétaire est passé de 8.4% à 14.2% du Produit intérieur brut (PIB) tandis que celui de la balance des paiements est passé de 10.2% à 20.2%. La dette du Burundi a doublé au cours de cette période passant de 0.6 à 1.1 milliards de dollars tandis que la valeur du franc burundais a continué à chuter jusqu'à 50%. Il est donc établi, selon le professeur Paul Nkurunziza, que la courbe de l'évolution de la pauvreté au Burundi suit la courbe de chute de la production de café. En 2004, a-t-il fait remarquer, la Banque mondiale a noté que "la situation du secteur café est tellement détériorée qu'il faut maintenant prendre des mesures concrètes pour éviter ce qui risquerait de devenir un déclin total". La BM avait ainsi proposé le désengagement de l'Etat de la filière, ce qui signifie la vente de toutes les usines de lavage et de marchage aux multinationales étrangères. Le professeur Nkurunziza est d'avis que le gouvernement doit stopper au plus vite cette privatisation qui conduit à la ruine même de l'Etat. En effet, a-t-il dit, les caféiculteurs se lamentent dans tout le pays vis-à-vis de la chute des prix depuis la privatisation de la filière. Une des conséquences a-t-il fait observer, est que le budget de l'Etat pour 2011-2012 dépend à 52% de l'extérieur du pays. Le professeur Nkurunziza fait savoir qu'il compte sensibiliser la population, les écolites, les syndicalistes, la société civile pour qu'elle comprenne ce gouffre dans lequel est plongé le pays pour que la population puisse exiger une renationalisation de la filière café mais aussi des autres entreprises déjà entre les mains des étrangers.